

**Conférence de presse Présentation de l'étude de l'institut BAK de Bâle:
"Comparaison internationale des prix et des facteurs de coûts dans le commerce
de détail" du 26 septembre 2006**

Introduction

Philippe Gaydoul, CEO Denner

Seul le texte prononcé fait foi

Mesdames et Messieurs,

Je vous souhaite la bienvenue à cette conférence de presse où mes collègues et moi-même, ainsi que les experts invités, allons vous présenter la dernière étude de BAK Economics. Notre exposé d'aujourd'hui repose sur les conclusions de cette étude, ainsi que sur les impératifs qui en découlent.

Nous combattons pour de meilleures conditions cadres. Nous voulons expliquer et sensibiliser l'opinion publique à notre problème. Nous, les détaillants, faisons aussi nos devoirs et apportons notre contribution à l'amélioration de la situation du consommateur. C'est ce que nous recherchons en définitive.

En mai, la nouvelle communauté d'intérêt du commerce de détail suisse, la CI CDS, s'est présentée pour la première fois aux médias. A ce moment-là, nous vous avons révélé l'importance primordiale du commerce de détail pour l'économie nationale. Nous vous avons aussi démontré à l'aide de chiffres et de faits que le commerce de détail était un des plus grands créateurs de plus-values et d'emplois en Suisse.

Et nous en avons tiré la conclusion qu'un commerce de détail suisse, sain et compétitif, était décisif pour le taux d'occupation et pour les recettes fiscales du pays, ainsi que pour les secteurs des prestations préliminaires.

Nous avons mandaté une deuxième étude pour chercher à expliquer les différences de prix pratiqués en Suisse et dans les pays environnants. Une étude semblable a déjà été réalisée il y a quatre ans, mais cette fois elle a été approfondie méthodiquement.

Voici les conclusions les plus importantes qui en découlent:

- Les différences de prix avec les pays environnants sont de 15 pour cent en moyenne. Elles ont diminué ces dernières années – parallèlement à l'augmentation de la productivité du commerce de détail suisse.
- Les différences de prix s'expliquent en majeure partie par les coûts plus élevés au niveau de l'approvisionnement et des prestations préliminaires.
- Dans le domaine alimentaire (food) les différences pondérées de prix s'élevant à 23 pour cent sont nettement supérieures à celles du domaine non alimentaire (non food) qui sont d'environ 10 pour cent.
- Comparé à la moyenne des pays considérés, ces désavantages au niveau des coûts sont légèrement plus élevés que les différences de prix. Ceci permet de conclure que le commerce de détail suisse gère son domaine avec efficacité. Par ailleurs l'étude ne permet pas de confirmer le reproche fait au sujet de marges bénéficiaires excessives.

Ces résultats nous montrent que nous devons nous améliorer à tous les niveaux afin de faire baisser les coûts plus élevés dans les secteurs de l'approvisionnement et des prestations préliminaires. Monsieur Loosli et Monsieur Bolliger vous expliqueront ce que cela veut dire concrètement après la présentation de l'étude par Monsieur Koellreuter. A cet effet, nous sommes tout à fait conscients qu'une partie de ces différences de prix et de coûts ne pourront pas être éliminées à cause de la petitesse du marché, du trilinguisme et de la topographie spéciale de la Suisse. Toutefois, il reste assez de marge pour faire baisser les prix.

Comme nous l'avons dit, la CI CDS ne se contente pas de faire des analyses, mais elle veut améliorer activement les conditions cadres du commerce de détail. Il est possible de réaliser bien des choses même sans adhérer à l'UE. Mais si je suis la discussion actuelle à Berne, mes cheveux se dressent sur la tête. C'est inouï comme les intérêts particuliers priment au détriment de l'intérêt général. Chaque proposition constructive est démolie et ressassée.

L'inefficience politique fête ses victoires. Et à la fin de la journée, rien ne se passe – ou presque rien!

Mais restons objectifs! Monsieur Koellreuter de Basel Economics va maintenant vous présenter l'étude.